



RESEARCH ARTICLE

STRUCTURE ET PERFORMANCE DE MOBILISATION DES RESSOURCES FINANCIÈRES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DE FARANAH EN RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

Oumar CAMARA¹, Mamadi Mariame CAMARA², Sara Bailo DIALLO³ and Momoya SYLLA⁴

¹Doctorant École doctorale en Agriculture Durable et Gestion des Ressources en Eau, Institut Supérieur Agronomique et Vétérinaire Valéry Giscard d'Estaing de Faranah, BP 131, Faranah, République de Guinée
Enseignant-chercheur, doctorant Département Agriculture, Institut Supérieur Agronomique et Vétérinaire Valéry Giscard d'Estaing de Faranah, BP 131, Faranah, République de Guinée ; ³Professeur titulaire des universités Centre de Recherche et Gestion du Système National de Recherche Agronomique, Zootechnique et Halieutique (CRG/SNRH), Conakry, République de Guinée; ⁴ Juriste consultant Université Général Lansana Conté de Sonfonia, Ratoma, République de Guinée

ARTICLE INFO

Article History:

Received 17th June, 2026

Received in revised form

20th July, 2026

Accepted 27th August, 2026

Published online 30th September, 2026

Keywords:

Autonomie financière; Collectivités territoriales; Décentralisation; Fiscalité locale; Ressources financières locales.

*Corresponding author:

Oumar CAMARA

ABSTRACT

La mobilisation des ressources financières propres demeure un enjeu central de l'autonomie des collectivités territoriales guinéennes, alors que les recettes effectivement recouvrées restent souvent inférieures aux prévisions. Cette étude analyse la typologie, la structure et la performance de mobilisation des ressources financières des seize collectivités territoriales de la préfecture de Faranah entre 2018 et 2022. Une approche mixte a combiné l'exploitation des budgets, comptes administratifs et rapports financiers à une enquête auprès de 303 acteurs de la gouvernance locale. Les données ont été analysées sous IBM SPSS Statistics 26 au moyen de statistiques descriptives et d'une ANOVA à un facteur. Les ressources recensées se répartissent en sept catégories, dominées par les produits du domaine et les recettes fiscales. Les recettes mobilisées sont passées de 529,72 millions GNF en 2018 à 1,37 milliard GNF en 2022, tandis que le taux de recouvrement a culminé à 51,08 % en 2019 avant de retomber à 40,80 % en 2022. Des différences significatives existent entre collectivités pour tous les indicateurs financiers étudiés ($p < 0,001$). Ces résultats montrent que l'autonomie financière dépend surtout du renforcement du recouvrement, de la gouvernance financière et de la digitalisation des régies locales.

Copyright©2026, Oumar CAMARA et al. 2026. This is an open access article distributed under the Creative Commons Attribution License, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

Citation: Oumar CAMARA, Mamadi Mariame CAMARA, Sara Bailo DIALLO and Momoya SYLLA. 2026. "Structure et performance de mobilisation des ressources financières des collectivités territoriales de Faranah en République de Guinée." *International Journal of Current Research*, 18, (09), 38177-38181.

INTRODUCTION

La décentralisation constitue un instrument majeur de réforme de l'action publique et de développement territorial. En rapprochant la décision publique des citoyens, elle vise à améliorer l'efficacité des services, la redevabilité et l'allocation des ressources. Son effectivité dépend toutefois de la capacité des collectivités territoriales à disposer de ressources financières suffisantes, stables et prévisibles pour exercer les compétences qui leur sont transférées. En République de Guinée, les réformes de décentralisation ont accru les responsabilités des collectivités territoriales, mais la mobilisation des ressources propres demeure limitée. Dans la préfecture de Faranah, composée de seize collectivités territoriales, le potentiel agricole, commercial, foncier et minier contraste avec le faible niveau de recouvrement observé dans plusieurs budgets locaux. Sur 38 sources potentielles de recettes identifiées dans les documents de référence, seules 21 sont effectivement mobilisées, ce qui suggère une

sous-exploitation du potentiel financier local. Les travaux disponibles sur les finances locales guinéennes restent davantage centrés sur les dimensions institutionnelles et juridiques de la décentralisation que sur l'analyse conjointe de la typologie des recettes, de leur structure, de leur évolution et de leur performance de mobilisation. Cette lacune réduit la compréhension empirique des mécanismes qui conditionnent l'autonomie financière des collectivités territoriales.

La question de recherche est donc la suivante: dans quelle mesure la typologie et la structure des ressources financières influencent-elles la performance de mobilisation et, par conséquent, l'autonomie financière des collectivités territoriales de Faranah entre 2018 et 2022 ? L'objectif est d'analyser la typologie, la structure et la performance de mobilisation des ressources financières locales, puis d'identifier les leviers susceptibles de renforcer durablement l'autonomie financière. L'article contribue ainsi à la littérature sur les finances publiques locales en apportant des données

empiriques pluriannuelles issues de l'ensemble des collectivités territoriales de la préfecture de Faranah.

Revue de littérature et cadre théorique

Fédéralisme fiscal et autonomie financière : La théorie du fédéralisme fiscal établit que le transfert de compétences vers les échelons infranationaux doit être accompagné de ressources adaptées. À défaut, les collectivités territoriales demeurent dépendantes des transferts et disposent d'une marge de décision réduite (Bird et Vaillancourt, 1999 ; Oates, 1999). L'autonomie financière renvoie ainsi à la capacité d'une collectivité à mobiliser des recettes propres, à sécuriser leur recouvrement et à financer durablement ses missions. Dans cette perspective, l'analyse des finances locales ne doit pas se limiter au volume des recettes. Elle doit également considérer la diversité des sources, leur poids relatif au budget et la capacité des administrations locales à convertir le potentiel fiscal en recettes effectivement collectées. La diversification contribue à réduire la vulnérabilité budgétaire, tandis que la qualité des institutions financières locales conditionne l'efficacité de cette diversification (Pali et al., 2025 ; Van Den Boogaard, 2025).

Mobilisation des ressources locales et gouvernance en Afrique : En Afrique subsaharienne, les réformes de décentralisation ont renforcé les cadres institutionnels sans créer une autonomie financière suffisante. Les administrations locales restent souvent confrontées à une identification incomplète des contribuables, à des procédures de recouvrement manuelles, à des capacités administratives limitées et à une faible valorisation du patrimoine fiscal local (Monkam et Mangwanya, 2024 ; Rugeiyamu et Msendo, 2025). La digitalisation constitue un levier important de modernisation des administrations fiscales. Elle peut améliorer l'identification des contribuables, la traçabilité des paiements et la sécurisation des recettes, même si son efficacité dépend des capacités institutionnelles et des mécanismes de gouvernance (Okunogbe et Santoro, 2023a, 2023b). Les travaux menés au Ghana, au Cameroun, en Sierra Leone et en Afrique du Sud montrent également que la localisation des activités économiques, la gouvernance municipale et la qualité institutionnelle influencent fortement la mobilisation des recettes locales (Amoako et al., 2024 ; Monkam et Saba, 2025 ; Onana et al., 2025 ; Van Den Boogaard et Beach, 2023).

Cadre analytique et hypothèse de recherche : Le cadre analytique retenu articule trois dimensions : (i) la typologie des ressources disponibles, (ii) leur structure budgétaire et (iii) la performance de mobilisation, mesurée notamment par le niveau des recettes effectivement collectées et le taux de recouvrement. Ces dimensions sont mises en relation avec l'autonomie financière locale, tandis que les capacités administratives, les mécanismes de recouvrement et la gouvernance financière constituent des facteurs explicatifs de la performance. L'hypothèse de recherche est la suivante : la faible autonomie financière des collectivités territoriales de Faranah s'explique davantage par les limites de mobilisation, de sécurisation et de gestion des ressources existantes que par une insuffisance du potentiel de recettes disponible.

METHODOLOGIE

Zone d'étude : L'étude a été menée dans la préfecture de Faranah, en Haute-Guinée. Celle-ci comprend seize collectivités territoriales, dont une commune urbaine et quinze

collectivités rurales. La zone présente des activités agricoles, commerciales, foncières et minières diversifiées, ce qui en fait un terrain pertinent pour l'analyse des ressources financières locales. L'étude couvre la période 2018–2022 et porte sur l'ensemble des seize collectivités territoriales de la préfecture.

Sources de données et échantillonnage : L'étude repose sur une approche mixte associant données quantitatives et qualitatives. Les données quantitatives proviennent des budgets initiaux, des comptes administratifs, des rapports financiers des collectivités territoriales et des documents officiels relatifs à la décentralisation. Les données qualitatives ont été recueillies au moyen d'un questionnaire semi-structuré administré à 303 acteurs impliqués dans la gouvernance et le financement local. En l'absence d'une base exhaustive de sondage couvrant l'ensemble des acteurs concernés, un échantillonnage raisonné a été retenu afin de sélectionner les personnes disposant d'une connaissance directe des mécanismes de mobilisation des ressources financières, conformément à l'approche proposée par Patton (2002). La typologie des recettes a été établie à partir du Code révisé des collectivités locales de la République de Guinée (L/2017/N°0040/AN du 26 mai 2017), puis confrontée aux documents budgétaires et financiers des seize collectivités.

Variables et indicateurs : Les variables analysées comprennent les catégories de recettes locales, les prévisions budgétaires, les recettes effectivement mobilisées, le taux de recouvrement, les dépenses de fonctionnement et les dépenses d'investissement. Le taux de recouvrement a été calculé comme le rapport entre les recettes réalisées et les prévisions budgétaires, multiplié par 100. Pour les analyses comparatives entre collectivités, les données annuelles des seize collectivités sur cinq années constituent 80 observations. Cette structure est cohérente avec les degrés de liberté de l'ANOVA présentée dans les résultats (N = 80).

$$\text{Taux de recouvrement (\%)} = \frac{\text{Recettes réalisées}}{\text{Prévisions budgétaires}} \times 100 \quad (1)$$

Traitement et analyse des données : Les données ont été codées, saisies et analysées avec IBM SPSS Statistics, version 26.0. Les statistiques descriptives ont porté sur les fréquences, pourcentages, moyennes, minima, maxima et sommes cumulées. L'évolution des prévisions, des réalisations et des taux de recouvrement a été examinée sur la période 2018–2022. Une analyse de variance à un facteur a été utilisée pour tester les différences entre les seize collectivités territoriales concernant les prévisions budgétaires, les recettes mobilisées, le taux de recouvrement et les dépenses de fonctionnement et d'investissement. Le seuil de significativité a été fixé à 5 %. Les informations qualitatives ont été mobilisées pour interpréter les principales contraintes de mobilisation des recettes.

RESULTATS

Typologie des ressources financières locales : Les données budgétaires et financières ont permis d'identifier sept grandes catégories de ressources mobilisées par les collectivités territoriales de Faranah entre 2018 et 2022 (Tableau 1). La typologie fait apparaître six catégories de ressources propres, recettes fiscales, recettes non fiscales, produits du domaine, revenus du patrimoine, revenus du portefeuille et ressources minières auxquelles s'ajoutent les transferts de l'État et les

Tableau 1. Typologie et caractéristiques des ressources financières des collectivités territoriales de Faranah

N°	Catégorie	Nature des ressources	Exemples
1	Recettes fiscales	Impôts, taxes et contributions locales	Patentes, taxe immobilière, taxe de développement local
2	Recettes non fiscales	Produits des services administratifs	Frais administratifs, droits de délivrance, amendes
3	Produits du domaine et redevances domaniales	Revenus issus du domaine public et privé	Droits de marché, gares routières, abattoirs
4	Revenus du patrimoine	Produits de l'exploitation du patrimoine communal	Loyers, location d'immeubles et de terrains
5	Revenus du portefeuille	Revenus des participations et placements	Produits des régies, revenus financiers
6	Ressources minières	Revenus issus de l'exploitation minière	Redevances minières, taxes minières locales
7	Transferts de l'État et ressources extérieures	Dotations et appuis financiers	FNDL, ANAFIC, subventions, dons

Source : Code révisé des collectivités locales et des documents budgétaires de la République de Guinée (2018–2022).

Tableau 2. Structure des catégories de recettes des collectivités territoriales de Faranah (2018–2022)

Types de recettes	N	Minimum	Maximum	Somme	Moyenne	Rang
Produits du domaine	16	0	1 406 401 614	2 669 194 359	166 824 647	1er
Recettes fiscales	16	0	506 614 334	1 696 656 316	106 041 020	2e
Revenus du portefeuille	16	0	446 000 000	471 000 000	29 437 500	3e
Revenus du patrimoine	16	0	300 462 500	464 515 300	29 032 206	4e
Recettes non fiscales	16	0	243 195 000	339 161 546	21 197 597	5e
Produits exceptionnels	16	0	165 568 941	336 855 030	21 053 439	6e
Immobilisations corporelles	16	0	150 224 000	189 624 000	11 851 500	7e

Tableau 3. Évolution des prévisions, réalisations et taux de recouvrement (2018–2022)

Année	Prévisions (GNF)	Réalisations (GNF)	Taux de recouvrement (%)	Écart (%)
2018	2 254 179 096	529 724 200	23,49	76,51
2019	3 296 078 031	1 683 933 001	51,08	48,92
2020	2 467 943 922	1 199 686 406	48,61	51,39
2021	2 959 028 184	1 276 544 748	43,14	56,86
2022	3 365 921 695	1 373 356 201	40,80	59,20

Tableau 4. Analyse de variance des principaux indicateurs financiers des collectivités territoriales de Faranah (2018–2022)

Indicateur	Source de variation	Somme des carrés	ddl	Carré moyen	F	p
Prévisions (GNF)	Inter-groupes	3,552E+20	15	2,368E+19	13,006	< 0,001
	Intra-groupes	1,165E+20	64	1,821E+18		
	Total	4,717E+20	79			
Réalisations (GNF)	Inter-groupes	1,405E+19	15	9,370E+17	14,675	< 0,001
	Intra-groupes	4,086E+18	64	6,385E+16		
	Total	1,814E+19	79			
Taux de recouvrement	Inter-groupes	49 799,028	15	3 319,935	5,793	< 0,001
	Intra-groupes	36 678,219	64	573,097		
	Total	86 477,247	79			
Fonctionnement (40 %)	Inter-groupes	2,247E+18	15	1,498E+17	14,660	< 0,001
	Intra-groupes	6,540E+17	64	1,022E+16		
	Total	2,901E+18	79			
Investissement (60 %)	Inter-groupes	5,060E+18	15	3,373E+17	14,675	< 0,001
	Intra-groupes	1,471E+18	64	2,298E+16		
	Total	6,531E+18	79			

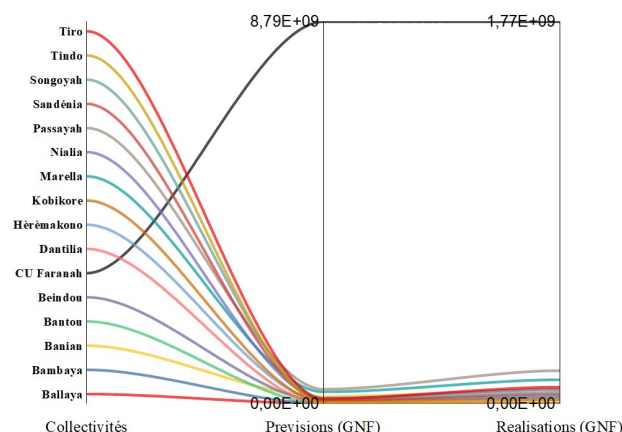
ressources extérieures. Cette diversité formelle ne signifie toutefois pas que toutes les catégories contribuent avec la même intensité au financement local.

Structure des ressources financières locales : L'analyse des montants cumulés sur la période 2018–2022 met en évidence une forte concentration des ressources autour de quelques catégories (Tableau 2). Les produits du domaine constituent la première source de financement avec 2,669 milliards GNF, suivis des recettes fiscales avec 1,697 milliard GNF.

Les revenus du portefeuille et du patrimoine occupent les troisième et quatrième rang, autour de 0,47 milliard GNF chacun. Les recettes non fiscales, les produits exceptionnels et les immobilisations corporelles contribuent plus faiblement. La présence de minima nuls pour plusieurs catégories indique qu'une partie des collectivités ne mobilise pas certaines sources de recettes pourtant disponibles dans le cadre institutionnel.

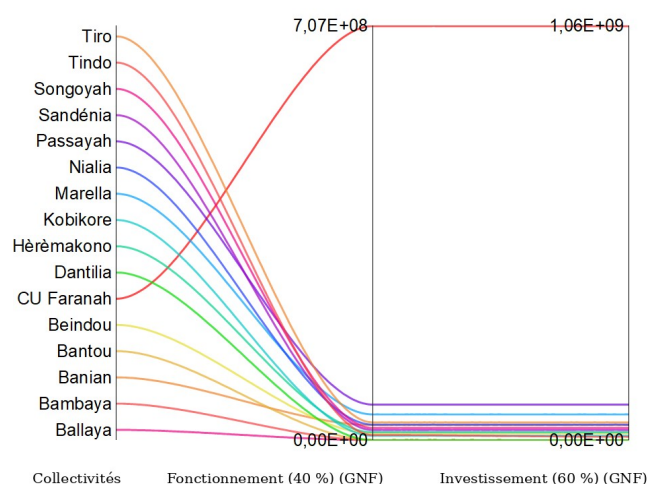
Évolution de la mobilisation des ressources financières

Les recettes effectivement mobilisées sont restées inférieures aux prévisions budgétaires pendant toute la période étudiée



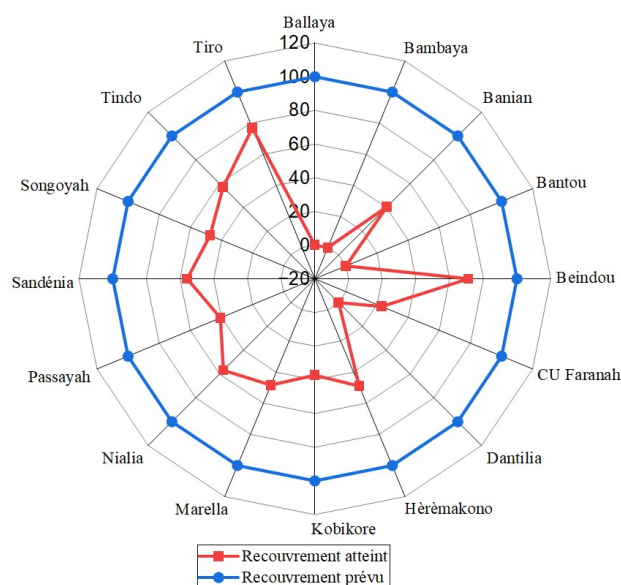
Source : Auteurs, à partir des données budgétaires 2018–2022.

Figure 1a. Comparaison des collectivités territoriales selon les prévisions et les réalisations



Source : Auteurs, à partir des données budgétaires 2018–2022.

Figure 1b. Comparaison des collectivités territoriales selon les dépenses de fonctionnement et d'investissement



Source : Auteurs, à partir des données budgétaires 2018–2022.

Figure 2. Comparaison des taux de recouvrement prévus et atteints dans les seize collectivités territoriales

(Tableau 3). Le taux de recouvrement est passé de 23,49 % en 2018 à 51,08 % en 2019, puis a diminué à 48,61 % en 2020, 43,14 % en 2021 et 40,80 % en 2022. Les recettes réalisées ont néanmoins augmenté en valeur absolue, de 529,72 millions GNF en 2018 à 1,37 milliard GNF en 2022. L'augmentation des prévisions a donc été plus rapide que l'amélioration de la capacité de mobilisation, ce qui maintient un écart budgétaire important.

Hétérogénéité des performances financières entre collectivités : L'ANOVA à un facteur met en évidence des différences statistiquement significatives entre les seize collectivités territoriales pour l'ensemble des indicateurs financiers considérés (Tableau 4). Les différences sont très significatives pour les prévisions, les réalisations, le taux de recouvrement ainsi que les dépenses de fonctionnement et d'investissement ($p < 0,001$). Les valeurs de F sont particulièrement élevées pour les recettes réalisées et les dépenses d'investissement ($F = 14,675$), ainsi que pour les dépenses de fonctionnement ($F = 14,660$). Le taux de recouvrement présente une hétérogénéité significative mais moins marquée ($F = 5,793$). Ces résultats indiquent que les capacités de planification, de mobilisation et d'allocation des ressources varient fortement d'une collectivité à l'autre.

Comparaison des profils budgétaires et financiers : Les comparaisons graphiques confirment cette hétérogénéité territoriale. La commune urbaine de Faranah présente les volumes budgétaires les plus élevés, tandis que plusieurs collectivités rurales, notamment Passayah, Marella, Songoyah, Sandénia, Tindo et Tiro, affichent également des niveaux relativement importants. À l'inverse, Ballaya, Bambaya, Banian, Bantou et Beindou présentent les capacités budgétaires les plus faibles (Figure 1). Les recettes effectivement mobilisées demeurent systématiquement inférieures aux prévisions dans l'ensemble des collectivités. Les dépenses d'investissement sont supérieures aux dépenses de fonctionnement conformément à la clé de répartition retenue dans les données analysées. Ces écarts confirment que la performance financière dépend non seulement du potentiel budgétaire, mais aussi de la capacité administrative à transformer les prévisions en recettes effectivement encaissées.

Comparaison des taux de recouvrement : La comparaison des taux de recouvrement fait également apparaître de fortes disparités (Figure 2). Tiro, Sandénia, Beindou, Nialia et Marella présentent les taux les plus élevés, alors que Ballaya, Bambaya, Banian, Bantou, la commune urbaine de Faranah et Dantilia se situent parmi les niveaux les plus faibles. Aucune collectivité n'atteint le niveau théorique de 100 %, ce qui met en évidence une marge importante d'amélioration de la mobilisation des recettes locales.

DISCUSSION

Les résultats montrent que les collectivités territoriales de Faranah disposent d'une diversité juridique de ressources financières, mais que leur structure effective reste concentrée autour des produits du domaine et des recettes fiscales. Cette concentration confirme que l'autonomie financière ne dépend pas uniquement du nombre de sources légalement disponibles, mais de la capacité à les valoriser et à les convertir en recettes effectives. Cette observation rejoint les principes du fédéralisme fiscal (Bird et Vaillancourt, 1999 ; Oates, 1999) ainsi que les travaux récents qui soulignent l'importance de la

diversification et de la qualité des mécanismes de financement local (Pali *et al.*, 2025 ; Van Den Boogaard, 2025). L'écart persistant entre prévisions et réalisations constitue le principal signe de faiblesse de la mobilisation. Après l'amélioration observée en 2019, le taux de recouvrement diminue jusqu'à 40,80 % en 2022. L'augmentation des prévisions ne s'accompagne donc pas d'une progression proportionnelle des recettes effectivement collectées. Ce résultat est cohérent avec les travaux d'Okunogbe et Santoro (2023a, 2023b), qui montrent que l'efficacité de la mobilisation dépend fortement de l'identification des contribuables, de la qualité des procédures de recouvrement et de l'usage des outils numériques. L'hétérogénéité significative observée entre les seize collectivités ($p < 0,001$) suggère que les capacités institutionnelles et administratives jouent un rôle déterminant. Certaines collectivités disposent d'une base économique plus large ou de mécanismes de collecte plus efficaces, tandis que d'autres restent contraintes par des capacités budgétaires et administratives limitées. Ces résultats rejoignent les analyses de Monkam et Mangwanya (2024), Monkam et Saba (2025) et Amoako *et al.* (2024), qui mettent en évidence l'effet des capacités institutionnelles, de la localisation économique et de la digitalisation sur les performances financières locales.

Les informations issues de l'enquête de terrain indiquent que les difficultés de recouvrement sont associées à l'insuffisance de l'identification fiscale, à la persistance de procédures manuelles, à la faiblesse des capacités techniques et à une conformité fiscale limitée. Ces constats renforcent l'idée que les faibles performances relèvent davantage d'un problème de gouvernance et de mobilisation que d'une absence de ressources potentielles. Ils sont cohérents avec Onana *et al.* (2025) sur l'importance de la gouvernance financière locale et avec Van Den Boogaard et Beach (2023) sur les effets des inefficacités de collecte sur la performance fiscale et la relation entre contribuables et administrations. L'hypothèse de recherche est ainsi soutenue : l'autonomie financière des collectivités territoriales de Faranah semble davantage limitée par la capacité à mobiliser, sécuriser et gérer les ressources existantes que par le manque de sources potentielles. Sur le plan managérial, les résultats plaident pour la digitalisation des régies, l'élargissement de l'assiette fiscale, la professionnalisation du recouvrement, l'amélioration de la traçabilité et la valorisation des actifs communaux.

CONCLUSION

Cette étude avait pour objectif d'analyser la typologie, la structure et la performance de mobilisation des ressources financières des collectivités territoriales de Faranah entre 2018 et 2022. Les résultats montrent que les sources disponibles sont diversifiées, mais que les recettes effectivement mobilisées restent concentrées autour des produits du domaine et des recettes fiscales. Malgré l'augmentation des recettes en valeur absolue, les taux de recouvrement demeurent faibles et irréguliers, et les différences entre collectivités sont statistiquement très significatives. Ces résultats confirment que le renforcement de l'autonomie financière passe prioritairement par l'optimisation des ressources existantes. La digitalisation des administrations financières, l'élargissement de l'assiette fiscale, la professionnalisation des services de collecte, la sécurisation des paiements et la valorisation du patrimoine communal apparaissent comme des leviers prioritaires de gestion publique locale. L'étude présente néanmoins trois limites : elle est circonscrite à une seule

préfecture, couvre une période de cinq ans et repose, pour le volet qualitatif, sur un échantillonnage raisonné. Des recherches comparatives entre plusieurs préfectures, ainsi que des évaluations longitudinales de l'effet des réformes numériques et de gouvernance fiscale, permettraient de tester la robustesse et la généralisation des résultats.

Déclaration de conflit d'intérêts : Les auteurs déclarent ne présenter aucun conflit d'intérêts en lien avec ce manuscrit.

REFERENCES

- Amoako, C., Adamtey, R., Dinye, I.-N., & Amaka-Otchere, A. B. K. (2024). Locational factors for local revenue mobilisation in a peri-urban municipal area around Accra, Ghana. *City, Culture and Society*, 36, 100568. <https://doi.org/10.1016/j.ccs.2024.100568>
- Bird, R. M., & Vaillancourt, F. (Eds.). (1999). *Fiscal decentralization in developing countries*. Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511559815>
- Monkam, N., & Mangwanya, M. G. (2024). Digital tools for boosting the impact of fiscal decentralization in Africa's local economies. *F1000Research*, 13, 279. <https://doi.org/10.12688/f1000research.143922.1>
- Monkam, N., & Saba, C. S. (2025). Fiscal autonomy and the path to sustainable local economic development: A multilevel municipal analysis in South Africa. *Sustainable Development*, 33(5), 7336–7362. <https://doi.org/10.1002/sd.3514>
- Oates, W. E. (1999). An essay on fiscal federalism. *Journal of Economic Literature*, 37(3), 1120–1149. <https://doi.org/10.1257/jel.37.3.1120>
- Okunogbe, O., & Santoro, F. (2023a). Increasing tax collection in African countries: The role of information technology. *Journal of African Economies*, 32(Supplement_1), i57–i83. <https://doi.org/10.1093/jae/ejac036>
- Okunogbe, O., & Santoro, F. (2023b). The promise and limitations of information technology for tax mobilization. *The World Bank Research Observer*, 38(2), 295–324. <https://doi.org/10.1093/wbro/lkac008>
- Onana, S. P., Atangana Ondo, H., Manga Amougou, J. R., Bitoto Ewolo, F., & Zeh, I. P. (2025). Do acts of corruption committed by officials in charge of municipal financial management reduce local public revenue? A case study from Cameroon. *Public Integrity*, 27(4), 416–439. <https://doi.org/10.1080/10999922.2024.2329480>
- Pali, E., Aholou, C. C., & Yatta, F. P. (2025). Determinants of the financing mechanisms of decentralization in Togo. *Journal of Risk and Financial Management*, 18(4), 178. <https://doi.org/10.3390/jrfm18040178>
- Patton, M. Q. (2002). *Qualitative research & evaluation methods (3rd ed.)*. Sage Publications.
- République de Guinée. (2017). *Code révisé des collectivités locales de la République de Guinée (L/2017/N°0040/AN du 26 mai 2017)*.
- Rugeiyamu, R., & Msendo, A. (2025). Success, challenges and prospects of decentralization in Africa: A systematic review. *Cogent Social Sciences*, 11(1), 2458700. <https://doi.org/10.1080/23311886.2025.2458700>
- Van Den Boogaard, V. (2025). Tax reform coalitions for urban development: The politics of property tax reform in Sierra Leone. *Environment & Urbanization*, 37(1), 95–115. <https://doi.org/10.1177/09562478251317993>
- Van Den Boogaard, V., & Beach, R. (2023). Tax and governance in rural areas: The implications of inefficient tax collection. *Journal of International Development*, 35(7), 1892–1912. <https://doi.org/10.1002/jid.3756>